



Enquête

PLANIFICATION FAMILIALE

Au Niger, quand tradition rime avec contraception

La chefferie traditionnelle de ce pays d'Afrique de l'Ouest est à la pointe de la sensibilisation dans la mise en place des moyens qui concourent au contrôle des naissances, dans une contrée où le taux de fécondité est en moyenne de sept enfants par femme.

Région de Dosso (Niger), envoyée spéciale.

Certains ont marché une dizaine de kilomètres. D'autres ont été transportés dans des charrettes tirées par des bœufs aux cornes dissuasives. Les plus chanceux des habitants ont simplement traversé les ruelles. Les uns et les autres convergent, ce matin-là, vers le lieu de rendez-vous de l'assemblée générale, convoquée par le chef traditionnel.

La foule s'abrite du soleil sous une immense bâche en coton tendue par des poteaux en bois. Au milieu, les femmes, aux habits chatoyants, sont assises sur les nattes synthétiques, leurs enfants entre les cuisses ou dans les bras tétant le sein. Les hommes, minoritaires, occupent les bancs installés aux dernières rangées. Nous sommes à Zabori, un vaste village construit au milieu de la brousse, dans la région de Dosso, au sud-ouest du Niger.

C'est en plein air, au vu et au su de tout le monde que l'on entame la « causerie » sur la planification familiale, sujet considéré, il y a seulement quelques années, comme le tabou suprême. « Avant, on avait du mal à aborder cette question. La sensibilisation nous a permis d'avancer au point d'arriver à en parler collectivement », confirme Abdoulaye Aboubacar, le chef coutumier de Zabori. Son implication dans le débat en tant que gardien des traditions a ouvert la brèche de la remise en cause des conventions et des préjugés estimés préjudiciables à la santé et aux droits des femmes et des jeunes filles.

« L'importance d'accoucher à la maternité »

Au Niger, les 25 000 chefs traditionnels, installés dans les villages ou au sultanat, détiennent un pouvoir plus puissant que ceux des élus politiques ou du gouvernement. La Constitution place les chefs religieux eux-mêmes sous la dépendance de la chefferie traditionnelle. C'est dire le poids de ces hommes sages, particulièrement respectés et écoutés par la population.

Devant la foule des habitants de Zabori, Abdoulaye Aboubacar dénonce les mariages et les grossesses précoces, promeut la contraception, argumente sur l'espacement des naissances. « Une femme qui ne prend pas de contraceptif va avoir tellement d'enfants qu'il n'y aura plus d'intimité dans le couple. Son mari va alors chercher ailleurs ce qui lui manque », dit-il d'un ton sérieux, la tête enveloppée d'un chèche blanc. Le chef traditionnel parle ; les bouches s'ouvrent dans le public. Des bouches féminines qui évoquent « la souffrance », « la fatigue » provoquées par les accouchements subis d'une année sur l'autre. Les enfants,

silencieux et intimidés au début de la rencontre, commencent à montrer leur impatience, s'agitent dans les bras maternels. Zabori n'en est pas à sa première assemblée générale sur la planification familiale et, plus généralement, sur « l'importance d'accoucher à la maternité », précise le chef infirmier, Diko Issoufou, lui aussi présent. L'agent de santé n'avait pas ménagé ses efforts pour accompagner le chef traditionnel dans son périple à la rencontre des populations nomades ou semi-nomades rattachées au village. « Il me fallait me déplacer, précise Abdoulaye Aboubacar, afin de sensibiliser un maximum de monde sur cette question qui maintient notre région et notre pays dans la pauvreté et la misère. »

« Comprendre ce qu'était la contraception »

Les échanges vifs, directs, francs aboutissent souvent à des changements de comportement. Mère de quatre enfants, Haoua Mamane, vingt-deux ans, a parcouru la brousse plusieurs heures durant pour assister à l'assemblée générale. « Je voulais comprendre ce qu'était la contraception et comment elle se pratique. Si j'avais su à temps, j'aurais fait un intervalle de trois ans avant chaque naissance. J'ai envie d'avoir un cinquième bébé avant de m'arrêter définitivement », confie-t-elle. Une décision prise en commun avec son époux, éleveur de bétail. « Je l'ai convaincu en lui expliquant que les temps étaient durs, qu'il n'y avait même plus de quoi trouver à manger dans la brousse, qu'il était temps d'aller dans le sens du chef traditionnel et de planifier l'arrivée de notre dernier enfant », ajoute Haoua Mamane.

Cela fait maintenant trois ans qu'Abdoulaye Aboubacar s'est engagé dans le long combat en faveur de la réduction démographique. Trois années et un chiffre éloquent : à Zabori, la planification familiale est passée de 16,18 % en 2014 à 26,50 % en 2015. Par ailleurs, les femmes ont imposé, en AG, la taxation des accouchements à la maison, susceptibles de provoquer la mort maternelle causée par une hémorragie, puis une anémie. Aussi, le pourcentage de celles qui se rendent dans des centres de santé a grimpé de 24,72 %, en 2014, à 57,97 %, en 2015, en dépit de la vétusté de la salle d'accouchement, dépourvue d'eau courante et d'électricité, comme d'ailleurs tout le village. « Nous aidons à mettre le bébé au monde avec une lampe torche », se désole le chef infirmier, lequel attend impatiemment qu'une sage-femme se dévoue pour rejoindre cette localité noyée au fin fond du désert, une zone dans laquelle les cases hébergent des femmes, des hommes et des enfants qui semblent survivre en autosuffisance.

C'est pourtant ici que se mène une impressionnante expérience démocratique tendant à transformer les mentalités à

LE DÉSERT ET LA VIE

Le Niger qui compte 18 millions d'habitants, a une superficie de 1267 000 km², dont les trois quarts, désertiques, ne sont pas habités. C'est pourquoi une campagne de sensibilisation est menée pour réduire la démographie.



MARS 2016. LE CHEF COUTUMIER ABDOULAYE ABOUBACAR DE ZABORI, EN PLEINE BROUSSE, A ORGANISÉ UN DÉBAT AUTOUR DE LA QUESTION DE LA CONTRACEPTION, ENCORE TABOU IL Y A QUELQUES ANNÉES. « SI J'AVAIS SU À TEMPS, J'AURAIS FAIT UN INTERVALLE DE TROIS ANS AVANT CHAQUE NAISSANCE », CONFIE HAOUA MAMANE (EN HAUT, À DROITE), 22 ANS, MÈRE DE QUATRE ENFANTS. PHOTOS MINA KACI

partir de la prise en compte des souffrances et des droits des femmes et des adolescentes. La question de la planification familiale reste toutefois sensible dans l'ensemble du Niger, où le poids des normes sociales pèse sur chaque individu, sur toute la société. Le pays enregistre le taux de fécondité le plus élevé au monde, avec en moyenne 7,6 enfants par femme. Environ 30 % des fillettes sont mariées avant l'âge de 15 ans ; 77 % le sont avant 18 ans. Et chaque nouvelle épouse doit prouver sa fécondité dès la première année de son union.

Dire publiquement les mots : planning familial

Autant de chiffres qui avaient choqué et alerté Abdoulaye Aboubacar lors du forum de la chefferie traditionnelle qui se déroulait dans la région de Dosso en 2013. « C'est là que j'ai pris conscience de l'ampleur du problème et de la nécessité de prendre mon bâton de pèlerin pour mener la campagne de sensibilisation », confie le chef coutumier de Zabori. Un forum tenu en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) qui, depuis, n'a pas cessé de travailler en étroite collaboration avec les chefs traditionnels. « Sans leur apport, rien ne peut vraiment avancer », souligne Monique Clesca, alors représentante de l'UNFPA (voir encadré). Cette union a permis de « créer un environnement favorable au changement de comportement. La planification familiale est devenue un terme acceptable dans le vocabulaire, familier », se

29,88 %

C'est, en pourcentage, le taux de la contraception en 2015, dans la région de Dosso, alors qu'il n'était que de 18,66 % en 2014.

PAROLE DE SAGE

« Dieu me donne la faculté de raisonner et de conclure que l'on ne peut laisser les femmes souffrir à cause des traditions ancestrales. » Maidanda Djermakoye, sultan de la région de Dosso.



Enquête

« Un affrontement existe entre nous et les islamistes »

MENTALITÉS Secrétaire général de l'Association des chefs traditionnels du Niger, Alhassane Albadé explique les raisons de l'implication de ces gardiens des valeurs ancestrales en faveur de la contraception.

Pourquoi les chefs traditionnels s'engagent-ils en faveur de la planification familiale ?

ALHASSANE ALBADÉ Nous avons pris nos responsabilités pour expliquer ce qu'est la planification familiale afin de contrecarrer les mauvais esprits qui entendent dénaturer l'islam pour empêcher toute progression en ce domaine, particulièrement sensible au Niger. Un affrontement existe entre les chefs traditionnels et les islamistes que sont les izalistes. Aussi, nous avons sciemment relu le Coran et, verset après verset, nous démontrons à la population que rien dans les textes sacrés ne s'oppose à ce que l'on vive dans une société qui évolue. Aujourd'hui, la terre ne peut plus nourrir les 17 millions de Nigériens. Nous débattons des méfaits des mariages et des grossesses précoces. De même, nous expliquons que la contraception n'est pas destinée à stopper les naissances, mais à les espacer. Cela soulage les mères et aussi le porte-monnaie. Comment une femme peut-elle s'épanouir avec un bébé sur le dos, un enfant qu'elle traîne par la main et un troisième à venir ?

Votre campagne produit-elle des résultats ?

ALHASSANE ALBADÉ Nous commençons à récolter les fruits de notre sensibilisation, y compris dans les villages les plus reculés. Heureusement que nous avons le soutien de nombreux imams. Nous avons une mission difficile, de longue haleine. Nous avons également un vrai partenariat avec le Fonds des Nations unies pour la population, très investi dans ce domaine. Celui-ci fournit les produits contraceptifs, aide à la formation des agents de santé, développe des stratégies qui font évoluer les mentalités comme l'École des maris ou le programme intitulé « La dignité par le savoir » et destiné aux adolescentes déscolarisées. Cette collaboration permet des résultats tangibles dans plusieurs régions.

N'est-ce pas contradictoire de vous engager contre des coutumes, vous, gardiens de la tradition ?

ALHASSANE ALBADÉ Pas du tout. Nos valeurs ancestrales ont elles-mêmes évolué. On ne peut rester figé. Nous œuvrons pour l'intérêt de la population, pour sortir le pays de la pauvreté et stopper la mortalité maternelle et infantile. On ne peut continuer à fermer les yeux sur la souffrance des femmes. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR M. K.

HOMMAGE DISTINCTION POUR UNE GRANDE DAME

Monique Clesca a été nommée commandeur de l'Ordre du mérite du Niger, une haute distinction décernée par le président de la République en mars 2016, après quatre années passées dans ce pays en tant que représentante du Fonds des Nations unies pour la population. Elle profite désormais de sa retraite sur sa terre haïtienne.

réjouit Monique Clesca. Foncièrement engagée dans le combat pour les droits des femmes, elle a tenu à suggérer à Mahamadou Issoufou, après sa réélection à la présidence de la République, de prononcer « de manière publique les mots "planification familiale", d'autant que la thématique n'est plus un tabou ».

La voie courageuse vers l'émancipation

Elle ne l'est plus, en tout cas, pour la chefferie traditionnelle. Du haut de son trône de sultan de la région de Dosso, Maidanda Djermakoye déclare : « Il faut faire le nombre d'enfants que l'on est capable de nourrir et d'éduquer. Le désert ne cesse d'avancer, les terres s'appauvrissent... » Mais, le sultan, comme bon nombre de chefs traditionnels, trouve sur son chemin vers l'émancipation des obstacles édifiés par des islamistes du mouvement Izala, qui prend de l'ampleur dans les pays d'Afrique de l'Ouest, et tente de concurrencer l'islam traditionnel pratiqué au Niger. L'illustration en est donnée à Zabori, où deux imams participent à l'assemblée générale, l'un sexagénaire, l'autre trentenaire. Ce dernier, Garba Dahirou, souligne, à l'issue de la réunion, sa « désapprobation » sur « certains points » développés par le chef traditionnel : « Il va à l'encontre de l'islam quand il incite les femmes à aller

au centre de santé, alors qu'elles ne peuvent le faire sans l'accord du mari... Elles ne peuvent être auscultées par un homme... Et puis, mieux vaut marier sa fille précocement avant qu'elle ne contracte une grossesse hors union... L'islam nous apprend que les femmes doivent se soumettre au mari pour entrer au paradis... » Après la classe de CM2, cet imam confie avoir suivi une école coranique dans le nord-est du Nigeria, pays frontalier. Il rêve de contribuer à « agrandir la oumma » en exigeant de ses « quatre épouses d'enfanter chacune dix enfants ». Au sein même de Zabori, un bras de fer s'engage entre les izalistes (voir entretien) et le chef traditionnel, convaincu de gagner le combat en impliquant la population dans le débat qui dépasse la seule question de la planification familiale. À ses côtés, l'imam sexagénaire, Ali Cheffou, estime que les rencontres communautaires sont d'une « grande utilité. On débat et la lumière jaillit pour voir clair dans les sujets abordés. Je suis en désaccord total avec ce que dit le jeune imam ».

Un repas entre voisins clôt l'assemblée générale. Il est temps, pour certains, de remonter sur la charrette tirée par les bœufs. Il est l'heure, pour Haoua Mamane et tant d'autres, de traverser la brousse avant la tombée de la nuit. ●

MINA KACI

17 %
C'EST LA BAISSE DE LA MORTALITÉ MATERNELLE ENTRE 2006 ET 2012, SELON L'ENQUÊTE DE SANTÉ DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE.